

1947] (p. 4818). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Son ordre du jour de confiance* [11 mars 1948] (p. 1665). — Son rapport au nom du 6^e Bureau sur les élections de la Mayenne [28 mai 1948] (p. 3039). — Prend part à la discussion des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Discussion générale (Ses observations sur la création de l'Allemagne occidentale, la Ruhr et le fédéralisme)* [16 juin 1948] (p. 3560 et suiv.); *Son ordre du jour motivé de confiance* (p. 3578). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des établissements d'enseignement français en Europe orientale [5 août 1948] (p. 5408) — Prend part à la discussion des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Son ordre du jour regrettant la décision Clay-Robertson invitant le Gouvernement à faire connaître aux Gouvernements anglo-américains, l'opposition du peuple français* [2 décembre 1948] (p. 7360). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'admission des journalistes français au procès du cardinal Mindszenty [8 février 1949] (p. 400). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations du Secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez) [24 février 1949] (p. 877); la développe : *Ses observations sur la déclaration, parue dans l'Humanité, de M. Thorez concernant son attitude devant une agression éventuelle de l'Union Soviétique et la position du parti communiste devant la politique extérieure française* [24 février 1949] (p. 877, 878, 879); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Terrenoire demandant l'application du Code pénal aux déclarations de M. Thorez* (p. 901, 904, 905, 906). — Son rapport sur les élections du territoire du Niger [8 mars 1949] (p. 1375). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée Consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport sur les opérations électorales du Niger; en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5555, 5556); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Son ordre du jour demandant l'internationalisation de la Ruhr, excluant l'Allemagne du Pacte atlantique, admettant l'Allemagne au Conseil de l'Europe et faisant confiance au Gouvernement* [25 novembre 1949] (p. 6349). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'accord conclu entre un syndicat d'instituteurs

français et un syndicat d'instituteurs de l'Allemagne orientale [17 octobre 1950] (p. 6919); — sur les conditions dans lesquelles l'Allemagne occidentale peut être appelée à participer à la défense commune des nations démocratiques d'Europe [24 octobre 1950] (p. 7118); la développe : *Ses observations sur l'impossibilité morale du réarmement allemand, la sagesse du plan Schuman n° 2, les négociations de Washington, la création de l'armée européenne* [25 octobre 1950] (p. 7181, 7182, 7183). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, en qualité de *Rapporteur* [14 novembre 1950] (p. 7691, 7692, 7693, 7694); *Question préalable posée par M. Marin* (p. 7701); *Contre-projet de M. de Raulin-Laboureur tendant à soumettre le texte créant des institutions européennes aux Assemblées françaises* (p. 7741). = S'excuse de son absence [20 mai 1947] (p. 1678), [22 mai 1947] (p. 1710).

SCHMIDT (M. Robert), Député de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du Programme de relèvement européen [24 février 1951] (F. n° 680). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice [20 mai 1947] (p. 1678).

Dépôts :

Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envi-

sager la création d'une Caisse nationale des comités locaux d'assistance et de placement des libérés des prisons, n° 1195. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté de vente des pneumatiques pour bicyclettes, n° 1383. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles pour assurer le retour à la liberté de fabrication et de vente du meuble, n° 1749. — Le 7 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser les conditions de classement des garages dans les villes sinistrées, n° 1915. — Le 4 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les prescriptions du 26 décembre 1947 relatives aux factures consulaires et certificats d'origines et à réduire au minimum les formalités demandées aux exportateurs et importateurs français par le service des douanes, n° 3669. — Le 9 juillet 1948, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de la loi du 29 décembre 1934 facilitant l'acquisition de véhicules et tracteurs automobiles, n° 4929. — Le 28 décembre 1948, une proposition de loi tendant à attribuer au Ministère de l'Industrie et du Commerce et au Ministère des Transports un contingent exceptionnel de décorations dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion du Salon de l'automobile, n° 5960. — Le 25 janvier 1949, une proposition de loi relative aux droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 6155. — Le 27 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour remédier à la crise de la mévente qui sévit sur le marché de la pomme de terre, n° 6188. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation en vigueur sur la liberté des transports de camionnage urbain, n° 7170. — Le 23 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à diminuer le prix de ses services et notamment ceux des P. T. T. ; 2° à réduire les prix de revient de la S. N. C. F. par un plan de réforme interne du réseau et de la structure de cette société, lui permettant de réaliser son équilibre budgétaire total par ses propres moyens et indépendamment de toutes mesures susceptibles de nuire à l'activité des autres moyens de transport, n° 7254. — Le

13 juillet 1949, une proposition de loi tendant à rendre la liberté de vente de l'essence au 1^{er} octobre 1949, n° 7894. — Le 27 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions des articles 257 à 302 du Code général des impôts directs, relatives à l'imposition des patentes, et par voie de conséquence à supprimer cette imposition, n° 8057. — Le 17 janvier 1950, une proposition de loi tendant à la revalorisation des dettes contractées par certaines entreprises à l'égard de leurs salariés, n° 8989. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles en vue de procéder à une vérification de l'état civil des véhicules à l'occasion du changement des cartes grises, n° 10109. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 2657 du 24 juin 1941 portant organisation de l'industrie des pâtes alimentaires, n° 10189. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 12595) portant déclaration d'utilité publique de la construction d'une autoroute de dégagement du sud de la région lilloise, n° 12893.

Interventions :

Participe à la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement : *Problème de l'industrie automobile* [20 février 1947] (p. 396, 397, 398, 399). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Coordination des moyens de transport)* [19 juin 1947] (p. 2239, 2240, 2241) ; Chap. 502 : *Subvention au service des examens du permis de conduire* (p. 2247) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à modifier la définition de la région parisienne* [12 décembre 1947] (p. 5669) ; *le retire* (p. 5671) ; Art. 9 : *Son amendement concernant le droit de reprise du matériel par la régie* (p. 5677, 5678) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à supprimer le mot « titulaire » du 8^e alinéa* [16 décembre 1947] (p. 5769) ; *Son amendement tendant à remplacer au 9^e alinéa « voix consultative » par « voix délibérative »*

(p. 5769) ; le retire (ibid) ; *Son amendement tendant à supprimer au 11^e alinéa les mots « et du comité consultatif »* (p. 5769) ; Art. 39 : *Son amendement concernant la composition et le fonctionnement du comité consultatif technique* [18 décembre 1947] (p. 5802) ; le retire (ibid) ; Art. 40 : *Son amendement relatif à l'exploitation éventuelle de lignes privées par la régie* (p. 5808) ; le retire (p. 5813) ; *Son amendement relatif aux attributions de l'assemblée générale de l'office* (p. 5814) ; le retire (ibid) ; Art. 42 : *Son amendement tendant à rendre nécessaire la délibération du Conseil supérieur des transports* (p. 5846) ; Art. 47 : *Son amendement relatif au cahier des charges imposé aux entrepreneurs* (p. 5848) ; le retire (ibid) ; Art. 48 : *Son amendement relatif aux lignes au-delà des limites de la région parisienne* (p. 5849) ; le retire (ibid) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5851) ; *Son amendement tendant à supprimer le 1^{er} alinéa* (ibid) ; le retire (ibid). — Pose une question à M. le Ministre de l'industrie et du Commerce relative au commerce de détail fait par l'Electricité de France [21 mai 1948] (p. 2850). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation du prix des carburants et la politique pétrolifère du Gouvernement [17 juillet 1948] (p. 4772). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, Art. 5 bis : *Son amendement tendant à interdire le développement de l'activité routière de la S.N.C.F.* [31 mai 1949] (p. 2994) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à la coordination des transports* (p. 2995) ; *Sous-amendement de M. Delcos tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux pouvoirs du Ministre* (p. 3000).

SCHMITT (M. Albert), Député du Bas-Rhin

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de

justice (Loi du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer le prêt au mariage, n° 20. — Le 27 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au profit des agents-S.N.C.F. en service dans les départements libérés, l'indemnité dite de difficultés administratives, accordée aux fonctionnaires d'Etat par décret du 17 septembre 1946, n° 750. — Le 27 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre au profit des agents-S.N.C.F. en service dans les départements libérés, l'indemnité dite de difficultés administratives, accordée aux fonctionnaires d'Etat par décret du 17 septembre 1946, n° 1086. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 1208. — Le 2 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la caisse de retraites et de prévoyance des clercs et employés de notaire, n° 1209. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la grâce amnistiante à certaines personnes condamnées en vertu de l'ordonnance du 26 décembre 1944 pour des faits commis dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, n° 1475. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi du 5 avril 1947 relative au remplacement des Conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés, n° 2136. — Le 9 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme, en faveur des praticiens de la médecine naturelle d'Alsace et de Lorraine pouvant faire valoir leurs droits acquis, n° 2369. — Le 20 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication, sur la proposition de résolution de MM. Schaff,